



SOMMAIRE

EDITO : MOBILISATION LE 23 MARS!SONDAGE CGT DEBUT MANDATURELE NOUVEAU CSEDOSSIER EXPERTISES - DEMENAGEMENTSLe droit d'expertise des CSEProjet TOGETHER et PRISMPRIX ORANGE / PRIX CITRONBRÈVES3 mn suffisent
pour remplir
ce sondage !!

RETRAITES : DÉRIVE AUTORITAIRE ET DÉNI DÉMOCRATIQUE NOUVEL APPEL UNITAIRE A LA MOBILISATION LE 23 MARS!

C'est à un véritable recul démocratique que nous assistons depuis quelques années avec **une inflation de procédures d'urgence le plus souvent injustifiées**. Loin de revenir à une démocratie apaisée après l'état d'urgence entraîné par la crise sanitaire, c'est au contraire à **une multiplication de passages en force que nous assistons (11 articles 49.3 en 10 mois)**, avec un mépris total des français et des corps intermédiaires tels que le Sénat, l'Assemblée Nationale, les élus de terrain ou encore les syndicats.

RÉFORME DES RETRAITES début des concertations



Tous les beaux discours sur la pénibilité, les femmes, les précaires, l'accompagnement des carrières seniors voire l'index seniors sont renvoyés à des décrets et à une hypothétique loi travail.

Certains nous rétorqueront que ces dispositions sont légales et peuvent voire doivent être utilisées par le gouvernement. C'est oublier la grande différence entre **légalité et légitimité**. Cette réforme présentée comme une réforme urgente et de justice n'est ni urgente ni juste, bien au contraire.

94% des actifs concernés y sont opposés à juste titre. Alors que les syndicats encadrent les mobilisations depuis deux mois avec responsabilité, la situation risque de devenir incontrôlable.

Le **parcours législatif édifiant** du projet de réforme des retraites porté par le gouvernement :

- **Utilisation plus que discutable du projet de loi sur le financement de la sécurité sociale PLFSS** rendant très incertain la constitutionnalité des tous les articles à caractère non directement budgétaire sur 2023.
- **Utilisation de l'article 47-1** pour avoir une procédure accélérée dans le cadre du budget 2023
- **Utilisation de l'article 44.3** au Sénat (équivalent du bien connu 49-3) pour un vote en bloc du texte et ne retenir que les amendements agréés par le gouvernement
- **Utilisation abusive de l'article 38** du règlement du Sénat
- **Et enfin, le bien connu 49.3 dégainé jeudi dernier**

Il n'y a qu'un seul responsable de la situation actuelle: le Président de la République !

Il n'y a qu'une seule solution responsable: le retrait immédiat du texte!

Le 23 Mars, mobilisons-nous tous ensemble pour le retrait de la réforme des retraites à 64 ans ! (Procédure habituelle : mail au RH copie manager + cgt.edfer@gmail.com)

Bonne lecture !

L'équipe CGT EDF Renouvelables

Avec la CGT, C'est VOUS qui fixez le cap !

Essayez la participation et la transparence! www.fixezlecap.com



SONDAGE CGT DÉBUT DE MANDATURE

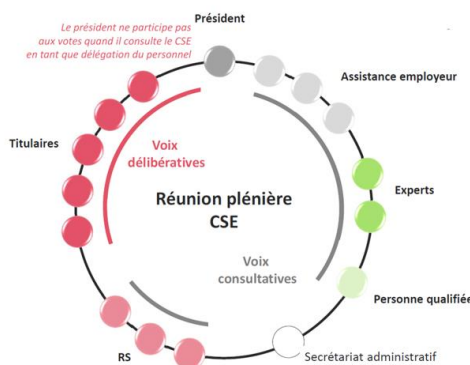
Afin de mieux répondre à vos attentes et à vos besoins pour cette nouvelle mandature, merci de répondre à ce premier sondage qui sera suivi de bien d'autres plus spécifiques par exemple sur le sujet immobilier, sujet d'actualité brûlante et de préoccupation majeure.

Date limite de réponse : 30 Mars 2023 matin - 3 Mn suffisent !

<https://fr.surveymonkey.com/r/Fixezlecap>

LE NOUVEAU CSE

Le nouveau CSE a été constitué le 9 Mars dernier durant une séance d'installation au cours de laquelle l'ensemble des désignations ont eu lieu. **L'ensemble des 3 organisations syndicales avaient travaillé de concert pour aboutir à une répartition équilibrée des postes**, prenant en compte les métiers, localisations et souhaits des élus afin d'être le plus efficaces et complémentaires possible afin de défendre les intérêts de l'ensemble des salariés et ne pas s'affronter de manière stérile pour chaque poste.



Le bureau du CSE : les 3 OS représentées

Les 3 organisations syndicales sont représentées au bureau du CSE ce qui constitue une avancée par rapport à la mandature précédente en termes de participation et de transparence.

Secrétaire	Laurent	SMAGGHE	CGT
Trésorier	Julien	PETIT-MARTIN	CFDT
Secrétaire-Adjoint	Lucie	BORJA	CFE-CGC
Trésorier-Adjoint	Céline	LANGLET	CGT

Pour mémoire, le Secrétaire établit l'ordre du jour conjointement avec le Président, établit les Procès-Verbaux (PV) de réunions, administre les affaires courantes. Le Trésorier gère la tenue des comptes, les règlements et les encaissements, le budget et présente le bilan.

Commission ASC-Logement et petite enfance

Cette commission de 5 membres gère les activités sociales et culturelles, le dispositif petite enfance (CESU, berceaux), le site Internet Comiteo, émet les propositions d'activités et le budget afférent au CSE

Candy	HIS	CGT
Carmen	MALDEPUECH	CFDT
Fanny	PRIMET	CGT
Gaëlle	TERROM	CFE-CGC
Nahed	GARES	CFE-CGC



Avec la CGT, C'est VOUS qui fixez le cap !

Essayez la participation et la transparence! www.fixezlecap.com



Commission Santé Sécurité et Conditions de Travail (CSSCT)

Cette Commission se réunira pour la première fois le 28 Mars. Elle devra procéder à la désignation de son Secrétaire et dès cette première séance elle examinera les DUER (Document Unique d'Évaluation des Risques). Cette commission est essentiellement constituée de nouveaux élus qui sont assistés dans cette phase de démarrage par des élus plus expérimentés.

Anne	ADELL	CFE-CGC
Antoine	JUSTON	CGT
Céline	LANGLET	CGT
Christophe	OLIVARES	CGT
Gabrielle	CAPRON	CFDT
Hakim	AZZI	CFDT
Hugo	TANNE	CFE-CGC
Kevin	DAS NEVES DOMINGUES	CGT
Sébastien	PIERRE	CFE-CGC

Compte tenu du délai court pour les **projets immobiliers Together et Prisme**, le CSE s'est emparé dès le 9 Mars de ces sujets d'actualité immédiate avec un impact sur les conditions de travail, consulte actuellement des Cabinets d'expertises et associe en parallèle la CSSCT.

La Commission Territoires (représentants de proximité)

La Commission Territoires est constituée des Représentants de Proximité (RP), soit 10 membres dont 5 élus et 5 salariés désignés hors CSE. Les 3 Organisations Syndicales ont essayé **de couvrir au mieux l'ensemble du territoire national**.

Cécile	ANDRE	CFDT	Aquitaine-Occitanie
Christine	MENDES	CGT	Ile de France
Farida	JACQUELIN	CGT	Grand-Est – Bourgogne-Franche Comté
Hakim	AZZI	CFDT	Hauts-de-France-Centre-Val de Loire- Antilles
Hugo	TANNE	CFE-CGC	Ile de France
Marina	CANTEAU	CFE-CGC	Auvergne-Rhône-Alpes-PACA
Nathalie	BABUT	CFE-CGC	Auvergne-Rhône-Alpes-PACA
Nathalie	TERTRE	CGT	Bretagne-Normandie-Pays de la Loire
Nicolas	DELANNOY	CGT	Hauts-de-France-Centre-Val de Loire- Antilles
Renata	LHEUREUX	CFE-CGC	Aquitaine-Occitanie

Commission Sociale

Antoine	LUCAS	CGT
Louis-Patrick	BLAIS	CFE-CGC
Pauline	TELLIER	CFDT

Commission Economie et DD

Julien	PETIT-MARTIN	CFDT
Margaux	FAUCHEUX	CGT
Marina	CANTEAU	CFE-CGC

Ces deux commissions préparent en particulier les 2 consultations récurrentes sur la politique sociale et la situation économique et financière. **La Commission Economie et développement durable regarde aussi les aspects environnementaux** des différents dossiers soumis au CSE

Référente CSE en matière d'harcèlement sexuel et agissements sexistes

Cécilia BERTOSIO (CGT) a été élue par le CSE

Avec la CGT, C'est VOUS qui fixez le cap !

Essayez la participation et la transparence! www.fixezlecap.com



DOSSIER EXPERTISES – PROJETS DE DÉMÉNAGEMENTS

LE DROIT D'EXPERTISE : UN DROIT FONDAMENTAL DU CSE

Afin d'émettre des avis éclairés, de faire des propositions constructives et réalistes et d'avoir un œil externe critique sur les dossiers présentés, le législateur a prévu que **les représentants du personnel puissent s'adjoindre le service d'experts qui apportent leur capacité d'analyse, des compétences spécifiques et des références (benchmark) liées à leur retour d'expérience** dans de nombreuses entreprises.. Ce droit est encadré par le Code du Travail et constitue pour les élus **un élément essentiel pour mener à bien leur mission de représentation efficace du personnel.**

EXPERTISES LÉGALES VERSUS EXPERTISES LIBRES

<https://travail-emploi.gouv.fr/dialogue-social/le-comite-social-et-economique/article/le-cse-recours-a-des-experts>

Expertises légales

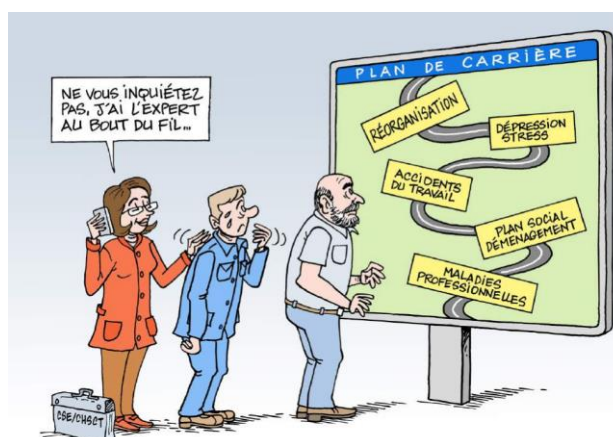
Le Code du Travail prévoit un droit d'expertise légale dans les cas suivants:

1° Expertise légale par un cabinet d'expert-comptable spécialisé pour

- ✓ **Les 3 consultations récurrentes dite Rebsamen** : consultation sur la politique sociale, les conditions de travail et l'emploi, sur la situation économique et financière et sur les orientations stratégiques et leurs conséquences sur l'emploi
- ✓ **Le droit d'alerte économique**
- ✓ Une opération de concentration / Une OPA / Un projet de licenciement collectif...

2° Expertise légale par un cabinet habilité (ancienne expertise CHSCT)

- ✓ Lorsqu'un **risque grave, identifié et actuel**, révélé ou non par un accident du travail, une maladie professionnelle ou à caractère professionnel est constaté dans l'établissement ;
- ✓ En cas **d'introduction de nouvelles technologies ou de projet important** modifiant les conditions de santé et de sécurité ou les conditions de travail ;
- ✓ En vue de préparer la négociation sur **l'égalité professionnelle**



BON À SAVOIR

Dans le cadre d'expertises légales, **l'entreprise prend de 80 à 100% du coût de l'expertise**
L'expert a de droit accès à des informations que doit lui fournir l'employeur

Le délai de consultation est rallongé ce qui permet au CSE d'émettre ses avis de manière plus sereine

Avec la CGT, C'est VOUS qui fixez le cap !

Essayez la participation et la transparence! www.fixezlecap.com



Expertises libres

Le CSE peut faire appel à toute expertise pour la préparation de ses travaux. Dans ce cas, contrairement à ce qui est prévu dans le cas des expertises légales, **le coût de cette expertise est totalement à la charge du CSE (sauf accord plus favorable) et l'expert n'a pas de droit spécifique à l'accès aux informations de l'entreprise.**

PROJETS DE DÉMÉNAGEMENT

Dès son installation, le nouveau CSE est confronté à **deux projets de déménagements à La Défense et Montpellier**. Au sens du Code du Travail, les projets de déménagements sont des projets importants qui justifient le recours à une expertise légale Santé Sécurité et Conditions de Travail et le recours à un expert habilité.

RAPPEL SUR PROJET PRISM

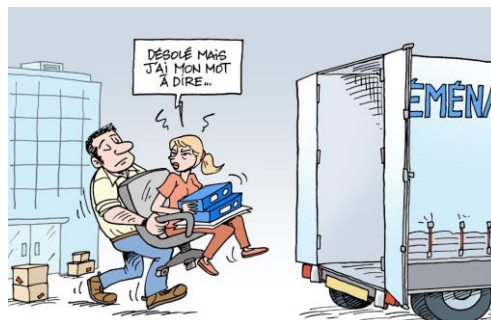


En Janvier 2022, le CSE avait été consulté pour la prise à bail du bâtiment Prism à Montpellier. La CGT avait proposé le recours à une expertise mais sa résolution de désignation avait été rejetée par la majorité du CSE. **La décision de prise à bail avait donc été prise** compte tenu de l'absence de place suffisante sur Blasco.

La question d'une consultation sur le projet d'aménagement définitif se pose désormais alors que celui-ci est pratiquement terminé. Il s'agit entre autres de vérifier l'adéquation des aménagements aux contraintes des différents métiers et de proposer des améliorations

PROJET TOGETHER : DE CŒUR DEFENSE À ORIGINE ?

Force est de constater que **l'utilisation et l'aménagement des locaux à Cœur Défense ne sont pas totalement adaptés à la situation post-covid**. Il faut savoir que chaque direction avait décidé en son temps de ses aménagements et les différents directeurs n'avaient pas toujours eu une approche homogène et cohérente vis-à-vis des contraintes métiers et des souhaits exprimés par les salariés. **Les aménagements sont donc particulièrement hétéroclites** entre les différents étages sans que des logiques métiers le justifient toujours. On constate par exemple aujourd'hui **des taux d'occupation très variable suivant les étages** ce qui montre que la situation n'est pas optimum.



Avec la CGT, C'est VOUS qui fixez le cap !

Essayez la participation et la transparence! www.fixezlecap.com



Pour la petite histoire, les OS avaient unanimement demandé une suspension des travaux d'aménagement coûteux pendant la période du COVID compte tenu des bouleversements prévisibles sur la manière de travailler : télétravail, travail hybride, ... La direction avait alors décidé de profiter des bâtiments vides pour installer de coûteux aménagements (de l'ordre de 800 Keuros/ plateau et il y en a 9...) qu'elle juge maintenant inadaptés moins de 3 ans après 😊.

Après avoir visité de nombreux bâtiments suivant ses dires, la direction en a retenu un et va consulter le CSE sur la décision de prise à bail de ce bâtiment avec l'étude annoncée de deux options :

- Rester sur Cœur Défense avec une renégociation du bail et une adaptation des aménagements
- Quitter Cœur Défense pour le bâtiment Origine

Au-delà des avantages de disposer d'un bâtiment neuf indépendant et apparemment aux meilleures normes environnementales, la direction met aujourd'hui implicitement en avant des raisons budgétaires, avec une économie attendue annoncée de l'ordre de 2 Meuros/an soit 18 millions sur 9 ans, pour pousser le projet de prise à bail d'un bâtiment à Nanterre. Les autres arguments semblent en effet relever davantage d'une logique marketing et ne disqualifient absolument pas Cœur Défense.

PROJET TOGETHER : POINTS DE VIGILANCE.



Le CSE aborde ce nouveau projet de déménagement sans parti pris car certains aspects sont positifs. Cependant, en échangeant avec les salariés et des experts potentiels, le CSE a déjà détecté des interrogations et problématiques sur un certain nombre de points :

- ✓ Les accès que ce soit en transport en commun, en vélo ou à pied vont impliquer pour nombre de salariés un rallongement du temps de transport vis-à-vis de la situation actuelle
- ✓ Le quartier avec le sujet de l'offre de restauration et par ricochet le sujet des espaces de restauration collective dans le bâtiment Origine
- ✓ Les éventuelles nuisances de l'Accor Arena avec sa programmation de plus en plus fournie en semaine en horaire de jour et même un projet de club géant en sous-sol . [Un gros club pour insomniaques va bientôt ouvrir sous l'Accor Arena - Jack \(canalplus.com\)](https://www.canalplus.com)
- ✓ Les paramètres et hypothèses retenus : foisonnement, les hypothèses de croissance d'effectifs, estimation de la sous-traitance et des stagiaires sur site, les surfaces par postes
- ✓ Le changement d'organisation du travail introduit par le flex-office

* L'étude sur Cœur Défense est-elle menée sérieusement ? Vu le nombre de départs, il est sans doute possible de disposer de surfaces attenantes, de renégocier le bail...



BON À SAVOIR

Le CSE mène actuellement des auditions pour sélectionner un expert compétent afin de l'accompagner sur ce projet en 2 phases : prise à bail ou non du bâtiment Origine, phase aménagements (optionnelle si le projet est abandonné ce qui semble à ce stade peu probable)

Avec la CGT, C'est VOUS qui fixez le cap !

Essayez la participation et la transparence! www.fixezlecap.com



PRIX ORANGE / PRIX CITRON

Les Prix ORANGE



VISITES BÂTIMENT ORIGINE

Si le dialogue social sur le dossier immobilier Origine est pour le moins insuffisant à ce stade, reconnaissons que **l'initiative de proposer des visites du bâtiment aux salarié.e.s est la bienvenue !** Nous encourageons les salariés à participer à ces visites, étudier les moyens et temps d'accès à ce bâtiment et à **nous faire remonter toutes les problématiques qu'ils peuvent identifier à l'occasion de ces visites.** De même, portez-vous volontaires pour les groupes de travail et tenez-nous au courant de votre ressenti sur la méthodologie employée, les plus et les moins...

Les Prix CITRON



RNPG = -200 Meuros / 30 secondes d'explications

Il faut se pincer pour le croire... Lors de la live conférence de la semaine dernière, un chiffre pourtant très préoccupant n'a fait l'objet que de 30 s d'explications. Alors que l'équipe de direction saluait la politique RH, les réalisations de l'ensemble des salariés, le développement international de l'entreprise ou encore le dépassement des objectifs d'EBITDA, **notre PDG est passé à la vitesse du son sur un chiffre pour le moins surprenant, un Résultat Net Part du Groupe négatif de 200 Meuros,** en mentionnant furtivement des réévaluations d'actifs.... Décidément plus c'est gros plus cela passe, et il faudra au moins un expert pour nous expliquer ce résultat très négatif et apparemment contradictoire.



IMMOBILIER : LE PLANNING DES CONSULTATIONS

Cela devient une habitude d'être **consultés sur les projets immobiliers de Cœur Défense en tout début de mandat et avec des délais serrés.** A croire que la direction veut profiter de l'arrivée de nouveaux élus non formés pour passer en force (en 2019 assignation au tribunal des élus avant même la séance d'installation) ou en mode séduction avec une présentation marketing et professionnelle et un planning resserré afin de convaincre les élus de donner des chèques en blanc à la direction sans avoir le temps d'étudier le dossier. **Les élus CGT ne sont pas dupes et étudieront sans parti pris mais avec le regard critique nécessaire les dossiers d'Origines et de Prism pour se faire leur propre opinion.**



ANNUALISATION ET REFONTE ASTREINTES

A force de répéter que l'activité de maintenance est déficitaire et qu'il faut trouver des économies, **la communication concernant le projet d'annualisation et la refonte des astreintes suscite des craintes légitimes** pour la fiche de paie finale des techniciens. Alors que le sujet central est **d'améliorer le pouvoir d'achat des salaires les plus bas, de faciliter la mobilité rurale par la prise en compte des frais de trajet,** la direction semble vouloir économiser sur le dos des salariés de terrain. La CGT avertit solennellement que **toute baisse contrainte de la fiche de paie de cette catégorie se traduira par un appel à la grève et la baisse de la production**

Avec la CGT, C'est VOUS qui fixez le cap !

Essayez la participation et la transparence! www.fixezlecap.com



BRÈVES

DEVINETTE : QUI A RÉALISÉ CETTE CARICATURE ?

Indice : c'est un ancien membre du CODIR, limogé manu militari par notre ex-PDG Antoine Cahuzac, qui a réalisé cette caricature. Si vous ne devinez pas, consultez la réponse sous la caricature.



Réponse : il s'agit de Christian EGAL, initiales CE, ancien directeur UK et ancien directeur International d'EDF Renouvelables.

A VENIR : SUIVI DE L'ACCORD SALARIAL 2023

Signer des accords équilibrés, c'est bien
Vérifier qu'ils sont appliqués c'est mieux

Si vous n'avez pas encore été informés par votre manager de votre augmentation et de votre bonus pour 2023, cela ne saurait tarder. Vous pourrez de toute façon normalement constater ces éléments sur votre fiche de paie du mois de Mars. Nous vous **soumettrons en Avril un questionnaire pour vérifier la bonne application de l'accord.**

En cas de mauvaise surprise par exemple non application des planchers d'augmentation ou encore un bonus anormalement bas ou encore d'une promotion avec une augmentation anormalement basse, n'hésitez pas à prendre contact avec nous sur notre adresse mail générique cgt.edfer@gmail.com

LECTURES BRÈVES

Alors que l'exécutif ne semble pas avoir bien compris l'évolution du rapport au travail entraîné par un productivisme absurde, par la crise sanitaire et la distanciation qu'elle a entraînée, nous vous joignons en PJ un certain nombre d'articles de réflexion parus récemment pour analyser le rejet de la population face à une réforme simpliste, injuste, brutale et archaïque car imposant une même règle face à des parcours divers et des aspirations variées. Bref, un plat unique indigeste alors que les personnes aspirent maintenant à des menus à la carte et à une démocratie participative.

Avec la CGT, C'est VOUS qui fixez le cap !

Essayez la participation et la transparence! www.fixezlecap.com



ADRESSE MAIL CONFIDENTIELLE: cgt.edfer@gmail.com

VOS CONTACTS SYNDICAUX



Laurent **SMAGGHE**
Rennes



Manuella **BOUBOUNE**
La Défense



Michel **FOLLY-CASTAY**
Colombiers

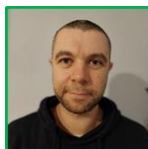


Philippe **CHARO**
La Défense

VOS ELU.E.S CSE ETAM ET CADRES



Manuella **BOUBOUNE**
La Défense



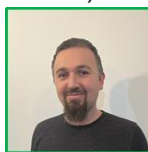
Nicolas **LEGAY**
Villeveyrac



Nicolas **DELANNOY**
Rouvroy



Céline **LANGLET**
Colombiers



Christophe **OLIVARES**
Villeveyrac



Antoine **LUCAS**
Colombiers



Margaux **FAUCHEUX**
La Défense



Laurent **SMAGGHE**
Rennes



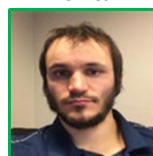
Fanny **PRIMET**
Toulouse



Michel **FOLLY-CASTAY**
Colombiers



Cécilia **BERTOSIO**
La Défense



Kevin **DAS NEVES DOMINGUES**
Cormelles



Philippe **CHARO**
La Défense



Candy **HIS**
La Défense



Antoine **JUSTON**
Montpellier



Farida **JACQUELIN**
Strasbourg



Mikael **LUCOTTE**
Colombiers

Nota Bene : si vous souhaitez **vous désinscrire** de la liste de diffusion de nos newsletters, merci d'adresser un mail à laurent.smagghe@edf-re.fr

Avec la CGT, C'est VOUS qui fixez le cap !

Essayez la participation et la transparence! www.fixezlecap.com